

Les promesses rendent les fous joyeux

Autor(en): **Ghelfi, Jean-Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **30 (1993)**

Heft 1137

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1011675>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'INVITÉ DE DP

Les promesses rendent les fous joyeux

Cela fait trois ans que la reprise est annoncée pour dans six mois. Plutôt que de scruter l'horizon, ne vaudrait-il pas mieux chercher à savoir pourquoi la crise actuelle dure ? Un débat où socialistes et syndicalistes se distinguent par leur manque d'assurance.

JEAN-PIERRE GHELFI
économiste

Allons-nous continuer à nous comporter comme des fous que les promesses rendent joyeux ? Une fois encore, les instituts de prévision économique voient quelques lueurs d'espoir: une amélioration légère de la conjoncture pourrait se dessiner vers la fin de l'année, ou du moins au cours du premier semestre de 1994.

Après la pluie...

L'ennui, c'est que ces propos nous sont tenus depuis maintenant trois ans, et qu'ils sont régulièrement démentis par les faits. Bien sûr, à force d'annoncer la reprise, elle finira par se produire. Et l'on pourra alors s'interroger «scientifiquement» sur les raisons pour lesquelles elle a tant tardé à se manifester...

C'est pourtant maintenant qu'il faudrait engager cette réflexion et comprendre pourquoi la situation économique reste orientée à la baisse. On en déduirait du même coup les raisons de cette reprise-annoncée-qui-ne-vient-pas.

La crise actuelle a des aspects communs avec celle des années trente: montée du chômage, guerre des monnaies (dévaluations compétitives), guerre commerciale déguisée en libre-échangeisme, pressions sur les salaires et baisse du pouvoir d'achat des ménages, recul des taux d'intérêt généralement interprété comme favorable à la reprise, mais qui traduit en premier lieu une diminution de la demande des ménages et des entreprises.

Certes, la bourse ne s'effondre pas. Mais cela pourrait être la conséquence d'une césure toujours plus profonde entre l'économie réelle et l'économie financière (voir l'article d'André Gavillet, DP n° 1135). L'argent produit de l'argent plus facilement et plus amplement que bien des activités industrielles et commerciales.

Il y a aussi d'autres différences entre ces deux crises. La principale est que les systèmes d'assurances sociales sont aujourd'hui plus développés qu'il y a soixante ans. Les «stabilisateurs économiques» évitent que l'économie plonge brutalement et provoque des cortèges de misères.

Encore que ce que l'on sait désormais de la «nouvelle pauvreté», qui touche environ un ménage sur cinq, et ce que l'on peut prévoir avec l'augmentation du nombre de chômeurs en fin de droits, pourrait déboucher sur cette situation sociale qui ne serait pas sans analogie avec celle des années trente.

Les controverses idéologiques autour de ces deux crises présentent aussi des similitudes. Le keynésianisme ayant été répudié par la majorité des dirigeants politiques et économiques, on re-

trouve un débat où, pour simplifier, la droite ne parle que d'économies et de baisse des coûts, alors que la gauche insiste sur la nécessité de dépenses publiques importantes pour relancer la machine.

Une argumentation qui a peu évolué depuis les années trente

Le langage de la bourgeoisie n'est plus aussi lapidaire que celui qu'elle tenait pour commenter l'initiative de crise (Message du Conseil fédéral du 6 mars 1935), mais l'argumentation n'est, au fond, pas très différente de celle qu'on tient aujourd'hui dans les salons bien fréquentés.

Citation dudit message: «On doit malheureusement constater que toute une série des industries les plus importantes sont ébranlées dans leurs assises. La broderie n'exhibe plus que les débris lamentables de sa prospérité d'antan. (...) Les industries de la soie et du coton ont rétrogradé (...). L'industrie du chocolat et l'industrie du lait condensé ont aussi perdu presque tous leurs débouchés à l'étranger. L'industrie horlogère a subi des pertes gigantesques, au point que la contrée où elle s'exerçait est tombée dans une grande misère. Les chances de voir cette industrie retrouver son ancienne prospérité sont malheureusement minimes. L'industrie des machines se trouve dans une situation très critique. (...) Ces phénomènes sont en premier lieu (...) la conséquence inéluctable d'une nouvelle répartition des marchés mondiaux (...). Il faut ajouter que là où persiste la demande de produits suisses, de nombreuses commandes se perdent, les frais de production en Suisse étant trop élevés comparativement à la capacité de paiement de l'étranger et aux frais de production des Etats qui sont en concurrence avec nous.» (p. 18-19).

On trouve encore dans ce texte des remarques appuyées sur la nécessité d'éviter le recours à l'emprunt pour couvrir les dépenses publiques, qui doivent rester aussi modestes que possible. On ne dit pas aujourd'hui autre chose, sous réserve que les «stabilisateurs économiques» contribuent – ô rage, ô désespoir – à creuser les déficits publics (financement de l'assurance chômage).

Est-ce une raison, parce que la crise que nous vivons a des conséquences sociales atténuées, de rester passifs et de minimiser, comme la presse bien pensante nous y invite, l'ampleur des dégâts qu'on voit s'accumuler ?

Cette inaction ne résulterait-elle pas finalement de ce que, si dans les années trente les syndicalistes et les socialistes étaient sûrs de leurs convictions et de leurs propositions, aujourd'hui on aurait de la peine à en dire autant ? ■

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédacteur:
Pierre Imhof (pi)
Secrétaire de rédaction:
Frances Trezevant
Honegger (fth)
Ont également collaboré à ce numéro:
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Charles-F. Pochon (cfp)
Forum: Jean-Pierre Ghelfi
Abonnement: 75 francs pour une année
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1,
case postale 2612,
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9
Composition et maquette:
Frances Trezevant
Honegger, Pierre Imhof,
Françoise Gavillet
Impression:
Imprimerie des Arts et
Métiers SA, Renens